

PUBLICATIONS DE LA COUR PERMANENTE DE
JUSTICE INTERNATIONALE.

SÉRIE B, N° 7.

Le 15 septembre 1923

**RECUEIL
DES
AVIS CONSULTATIFS**

ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ POLONAISE

PUBLICATIONS OF THE PERMANENT COURT
OF INTERNATIONAL JUSTICE.

SERIES B, No. 7.

September 15th, 1923

**COLLECTION
OF
ADVISORY OPINIONS**

ACQUISITION OF POLISH NATIONALITY.

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF
1923

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING CO.
1923

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE.

TROISIEME SESSION

1923.
Le 15 septer
Dossier F. c.
Rôle III.

Présents :

MM. LODER, *Président*,
WEISS, *Vice-Président*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
HUBER,

Juges titulaires,

M. WANG, *Juge suppléant.*

AVIS CONSULTATIF N° 7.

A la date du 7 juillet 1923, le Conseil de la Société des Nations a adopté une résolution ainsi conçue :

Le Conseil de la Société des Nations ayant été saisi de la question suivante :

Le Gouvernement polonais a décidé de traiter certaines personnes, anciens ressortissants allemands, comme n'ayant pas acquis la nationalité polonaise et comme continuant à posséder la nationalité allemande, ce qui les expose en Pologne à l'application à leur égard du régime concernant les personnes de nationalité non polonaise, notamment de nationalité allemande :

D'une part, sur la base du fait que ces personnes sont nées sur le territoire qui fait actuellement partie de la Pologne, leurs parents y étant domiciliés au moment de cette naissance, il est invoqué qu'en vertu de l'article 4, alinéa 1, du Traité du 28 juin 1919, intervenu entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, elles possèdent de plein droit la nationalité polonaise

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE.

THIRD SESSION

1923.
Sept. 15th
File F. c. VIII
Docket III. 4

Present :

MM. LODER, *President*,
WEISS, *Vice-President*,

Lord FINLAY, MM. NYHOLM, DE BUSTAMANTE, ALTAMIRA, ODA, ANZILOTTI, HUBER,	}	<i>Judges,</i>
--	---	----------------

M WANG, *Deputy-Judge*.

ADVISORY OPINION No. 7.

On July 7th, 1923, the Council of the League of Nations adopted the following Resolution :

The Council of the League of Nations having received notice of the following question :

The Polish Government has decided to treat certain persons, who were formerly German nationals, as not having acquired Polish nationality and as continuing to possess German nationality, which exposes them in Poland to the treatment laid down for persons of non-Polish nationality, and in particular of German nationality :

On the one hand, on the ground that these persons were born in the territory which is now part of Poland, their parents having been habitually resident there at the date of this birth, it is maintained that in virtue of Article 4, paragraph 1, of the Treaty of June 28th, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, they are *ipso facto* Polish nationals, and

et jouissent, par conséquent, de tous les droits et garanties que les stipulations du Traité susmentionné ont reconnus aux ressortissants polonais appartenant aux minorités de race, de religion ou de langue ;

D'autre part, le Gouvernement polonais se croit en droit de ne pas reconnaître à ces personnes la nationalité polonaise, si leurs parents n'ont pas été domiciliés sur le territoire susdit aussi bien au moment de la naissance de l'individu qu'à la date de l'entrée en vigueur du Traité précité, à savoir le 10 janvier 1920. Par conséquent, ces personnes ne pourraient pas jouir en droit des garanties accordées par le Traité ;

Prie la Cour permanente de Justice internationale de donner, si possible au cours de la présente session, son avis consultatif sur les questions suivantes :

1) La question concernant la situation des personnes susdites, en tant qu'elles appartiennent à des minorités de race et de langue, résultant de l'application par la Pologne de l'article 4 du Traité du 28 juin 1919 intervenu entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, relève-t-elle de la compétence de la Société des Nations aux termes dudit traité ?

2) Dans l'affirmative, l'article 4 du Traité susmentionné se réfère-t-il uniquement au domicile des parents au moment de la naissance de l'individu, ou requiert-il aussi le domicile des parents au moment de l'entrée en vigueur du traité ?

Le Secrétaire général est autorisé à soumettre cette requête à la Cour, ainsi que tous documents relatifs à la question, à exposer à la Cour l'action du Conseil en la matière, à donner toute l'aide nécessaire à l'examen de l'affaire et à prendre, le cas échéant, des dispositions pour être représenté devant la Cour.

Le 11 juillet suivant, le Secrétaire général de la Société des Nations a adressé à la Cour permanente de Justice internationale une requête ainsi formulée :

consequently enjoy all the rights and guarantees granted by the provisions of the said Treaty to Polish nationals belonging to racial, religious or linguistic minorities :

On the other hand, the Polish Government considers itself entitled not to recognise these persons as Polish nationals, if their parents were not habitually resident in the above-mentioned territory both on the date of birth of the person concerned and on the date of the entry into force of the above-mentioned Treaty, namely January 10th, 1920. It is consequently maintained that these persons cannot legally enjoy the guarantees granted by the Treaty :

Requests the Permanent Court of International Justice to give its Advisory Opinion, if possible during the present session, on the following questions :

(1) Does the question regarding the position of the above-mentioned persons, in so far as they may belong to racial or linguistic minorities, arising out of the application by Poland of Article 4 of the Treaty of June 28th, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, fall within the competence of the League of Nations under the terms of the said Treaty ?

(2) If so, does Article 4 of the above-mentioned treaty refer solely to the habitual residence of the parents at the date of birth of the persons concerned, or does it also require the parents to have been habitually resident at the moment when the treaty came into force ?

The Secretary-General is authorised to submit this request to the Court, together with all documents concerning the question, to inform the Court of the action taken by the Council in the matter, to give all necessary assistance in the examination of the case and, if necessary, to arrange to be represented at the Court.

On the 11th of the same month, the Secretary-General of the League of Nations submitted to the Permanent Court of International Justice a request in the following terms :

Le Secrétaire général de la Société des Nations, en exécution de la résolution du Conseil du 7 juillet 1923

et en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil, a l'honneur de présenter à la Cour permanente de Justice internationale une requête demandant à la Cour de bien vouloir, conformément à l'article 14 du Pacte, donner au Conseil un avis consultatif sur les questions qui ont été renvoyées à la Cour par la Résolution du 7 juillet 1923.

Il a également l'avantage de joindre à la présente communication une note exposant l'action du Conseil en la matière, ainsi qu'un exemplaire des documents, relatifs aux points envisagés, qui ont été jusqu'à présent communiqués aux Membres du Conseil et qui ne se trouvent pas encore en la possession de la Cour.

Le Secrétaire général se tiendra à la disposition de la Cour pour donner toute l'aide nécessaire à l'examen de l'affaire et prendra, le cas échéant, des dispositions pour être représenté devant la Cour.

Conformément à l'article 73 du Règlement de la Cour, la requête pour avis a été notifiée aux Membres de la Société des Nations par l'intermédiaire de son Secrétaire général ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'annexe au Pacte. En outre, le Greffier fut chargé de la notifier au Gouvernement allemand.

Le Secrétaire général transmet avec la requête, et plus tard encore, un certain nombre de documents ayant trait à la question. En même temps, le Secrétaire général se réfère à d'autres documents qu'il avait transmis à la Cour avec la requête pour avis consultatif au sujet de la question concernant les colons allemands en Pologne, question qui forme l'objet de l'avis émis par la Cour le 10 septembre 1923 sous le n° 6.

D'autre part, la Cour a entendu les explications orales qu'ont été admis à fournir, sur la demande du Gouvernement polonais, le représentant de ce Gouvernement, le Comte

The Secretary-General of the League of Nations, in pursuance of the Council Resolution of July 7th, 1923,

and in virtue of the authorization given by the Council, has the honour to submit to the Permanent Court of International Justice an application requesting the Court, in accordance with Article 14 of the Covenant, to give an advisory opinion to the Council on the questions which have been referred to the Court by the Resolution of July 7th, 1923.

The Secretary-General has also the honour to attach to this communication a note explaining the action taken by the Council in the matter, together with copies of such documents, relative to the points under discussion, as have up to the present been communicated to the Members of the Council and are not yet in the possession of the Court.

The Secretary-General will be prepared to furnish any assistance which the Court may require in the examination of the question, and will, if necessary, arrange to be represented before the Court.

In conformity with Article 73 of the Rules of Court, notice of the request for an advisory opinion was given to the Members of the League of Nations through the Secretary-General of the League and to the States mentioned in the Annex to the Covenant. The Registrar was also instructed to notify the German Government.

The Secretary-General sent, both with the request and subsequently, a number of documents relating to the question. At the same time the Secretary-General referred to certain other documents, which he had sent to the Court with the request for an Advisory Opinion regarding the question of the German settlers in Poland, which question formed the subject of the Advisory Opinion given by the Court on September 10th, 1923 (No. 6).

Furthermore, the Court, at the request of the Polish and German Governments respectively, has heard oral statements made by Count Rostworowski, Professor at the University

Rostworowski, Professeur à l'Université de Cracovie, et sur la demande du Gouvernement allemand, son représentant M. Schiffer, ancien Ministre de la Justice du Reich.

Le Gouvernement roumain, avisé à la date du 6 août par le Secrétaire général de la Société des Nations de la demande d'avis consultatif formulée par le Conseil, a fait connaître à la Cour, le 25 seulement, son désir d'être entendu au cours des débats sur cette demande d'avis. La Cour, usant de la liberté d'appréciation qui lui appartient en matière d'avis consultatif, s'est empressée de déférer au désir ainsi exprimé et a fixé pour l'audition du représentant roumain un délai expirant le 3 septembre. Ce délai a été jugé trop court par la Roumanie, mais il n'a pas été possible de le prolonger au delà de la date déjà fixée, étant donné l'imminence de la clôture des travaux de la Cour et le désir du Conseil que la question fût résolue, si possible, au cours de la présente session.

Il appert des documents ¹⁾ placés sous les yeux de la Cour

¹⁾ LISTE DES DOCUMENTS TRANSMIS À LA COUR PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS OU AUXQUELS IL S'EST RÉFÉRÉ.

1. Exposé de l'action du Conseil de la Société des Nations en l'affaire, 11 juillet 1923.
2. Note du Secrétaire général de la Société des Nations aux Membres du Conseil, en date du 25 avril 1923.
Appendice: Lettre du Représentant du Brésil au Secrétaire général de la Société des Nations, en date du 21 avril 1923.
3. Rapport présenté au Conseil par le Représentant du Brésil, en date du 4 juillet 1923.
4. Note du Secrétaire général de la Société des Nations aux Membres du Conseil, en date du 27 juin 1923.
Appendice: Lettre du Délégué polonais à la Société des Nations au Secrétaire général de la Société, en date du 26 juin 1923.
5. Procès-verbal de la cinquième séance de la vingt-cinquième session du Conseil de la Société des Nations.
6. Procès-verbal de la douzième séance de la vingt-cinquième session du Conseil de la Société des Nations.
7. Rapport des Représentants de la Belgique, de l'Italie et du Japon, approuvé par le Conseil le 17 mai, 1922.
8. Pétition du « Deutschtumsbund », en date du 12 novembre 1921.
9. Mémoire de la Délégation polonaise à la Société des Nations, en date du 26 janvier 1922.
10. « Informations essentielles de fait et de droit, prévues dans les alinéas 1 et 2 de la Résolution du Conseil de la Société des Nations du 17 mai 1922 » présentées au Conseil le 5 juillet 1922 par le Délégué polonais à la Société des Nations.
11. Mémoire émanant du « Deutschtumsbund », en date du 1er août 1922.
12. Rapport du Représentant du Brésil et Résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations le 9 septembre 1922.
13. Rapport du Représentant du Brésil et Résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations le 30 septembre 1922.
14. Note du Ministre des Affaires étrangères de Pologne au Président du Conseil de la Société des Nations, en date du 7 décembre 1922.
15. Rapport du Représentant du Brésil et Résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations le 3 février 1923.

of Cracow, representative of the Polish Government, and M. Schiffer former Minister of Justice, representative of the German Government.

The Roumanian Government, to whom notice of the request for an Advisory Opinion submitted by the Council was despatched by the Secretary-General of the League of Nations on August 6th, informed the Court only on August 25th that it desired to be allowed to furnish information during the hearings in regard to this Opinion. The Court, using the discretionary powers which it possesses in the case of Advisory Opinions, at once deferred to the desire thus expressed, and fixed September 3rd for the hearing of the Roumanian representative. The period of time thus allowed was considered too short by Roumania, but it was impossible to extend it beyond the date already fixed, having regard to the fact that the completion of the Court's Agenda was imminent, and to the Council's desire that the question should, if possible, be dealt with during the present session.

It appears from the documents ⁽¹⁾ placed before the Court

(1) LIST OF DOCUMENTS TRANSMITTED TO THE COURT BY THE SECRETARY-GENERAL OF THE LEAGUE OF NATIONS OR TO WHICH REFERENCE IS MADE BY HIM.

1. Account of the action taken by the Council of the League of Nations in the matter, dated July 11th, 1923.
2. Note by the Secretary-General of the League of Nations to the Members of the Council, dated April 25th, 1923.
Appendix: Letter from the Brazilian representative to the Secretary-General of the League of Nations, dated April 21st, 1923.
3. Report presented by the Brazilian representative to the Council on July 4th, 1923.
4. Note by the Secretary-General of the League of Nations to the Members of the Council, dated June 27th, 1923.
Appendix: Letter from the Polish Delegate to the League of Nations to the Secretary-General of the League, dated June 26th, 1923.
5. Minutes of the 5th meeting of the 25th session of the Council of the League of Nations.
6. Minutes of the 12th meeting of the 25th session of the Council of the League of Nations.
7. Report by the representatives of Belgium, Italy and Japan, approved by the Council on May 17th, 1922.
8. Petition of the "Deutschumsbund" of November 12th, 1921.
9. Memorandum of the Polish Delegation to the League of Nations of January 26th, 1923.
10. Information regarding the questions of fact and of law mentioned in paragraphs 1 and 2 of the Resolution of the Council of the League of Nations of May 17th, 1922, presented to the Council on July 5th, 1922 by the Polish Delegate to the League of Nations.
11. Memorandum emanating from the "Deutschumsbund", dated August 1st, 1922.
12. Report by the Brazilian representative and Resolution adopted by the Council of the League of Nations on September 9th, 1922.
13. Report by the Brazilian representative and Resolution adopted by the Council of the League of Nations on September 30th, 1922.
14. Note by the Minister for Foreign Affairs of Poland to the President of the Council of the League of Nations, dated December 7th, 1922.
15. Report by the Brazilian representative and Resolution adopted by the Council of the League of Nations on February 3rd, 1923.

que, tandis que la question concernant les colons allemands en Pologne a été portée à la connaissance de la Société des Nations par un télégramme de l'Association allemande pour la sauvegarde des droits des minorités en Pologne, de Bydgoszcz, adressé au Secrétaire général le 8 novembre 1921, la question concernant l'interprétation de l'article 4 du traité signé à Versailles le 28 juin 1919 entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, a été mentionnée pour la première fois dans la pétition que ladite Association adressait à la Société des Nations le 12 novembre 1921. Cette pétition traitait également de la question des colons et, par la suite, le Conseil de la Société s'est occupé simultanément des deux questions.

La pétition fut portée à la connaissance du représentant de la Pologne auprès du Secrétariat et fut communiquée aux Membres du Conseil en exécution d'une Résolution du Conseil sur la protection des minorités datée du 27 juin 1921. Le Conseil constitua, suivant la procédure établie par sa résolution du 25 octobre 1920, un comité composé de trois de ses Membres, pour examiner les questions qui avaient été portées à la connaissance de la Société des Nations par l'Association allemande en Pologne. Le Comité, sur la base d'informations fournies par le représentant de la Pologne à Genève et par ladite Association, prépara un rapport qui fut approuvé par le Conseil le 17 mai 1922. Dans la résolution approuvant le rapport, le Conseil pria le Gouvernement polonais de bien vouloir surseoir à toutes mesures administratives ou judiciaires qui pourraient préjuger la situation normale des cultivateurs de race allemande dont la qualité de ressortissants polonais dépendait de la solution qui serait donnée aux questions d'interprétation soulevées dans le rapport du Comité.

Plus tard, des renseignements supplémentaires sont parvenus au Conseil de la part de l'Association allemande en Pologne et du Gouvernement polonais, et le 9 septembre 1922, le représentant du Brésil présenta au Conseil, alors réuni à Genève, un rapport recommandant que la question de l'interprétation de l'article 4 du traité polonais de Minorités fût soumise à un Comité de juristes. Le Conseil approuva cette suggestion et

that, whereas the question regarding the German settlers in Poland was brought to the knowledge of the League of Nations by a telegram from the German League for the Protection of the Rights of Minorities in Poland, of Bromberg, addressed to the Secretary-General on November 8th, 1921, the question relating to the interpretation of Article 4 of the Treaty signed at Versailles on June 28th, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, was referred to for the first time in the above-mentioned League's petition to the League of Nations, dated November 12th, 1921. This petition also dealt with the question of the settlers, and the Council of the League subsequently considered both questions together.

The petition was brought to the knowledge of the Polish representative near the Secretariat and was communicated to the Members of the Council, in conformity with a Council Resolution on the protection of minorities, dated June 27th, 1921. In accordance with the procedure laid down in its Resolution of October 25th, 1920, the Council appointed a Committee consisting of three of its Members to investigate the questions submitted to the League by the German League in Poland. On the basis of information supplied by the Polish representative at Geneva and by the League above-mentioned, the Committee prepared a report which was approved by the Council on May 17th, 1922. In the Resolution approving the report, the Council requested the Polish Government to postpone any administrative or judicial measures likely to affect the normal position of persons of German origin engaged in agricultural work, whose status as Polish subjects was dependent upon the decision taken with regard to the questions of interpretation raised in the Committee's report.

Subsequently additional information was submitted to the Council by the German League in Poland and the Polish Government, and on September 9th, 1922, the Brazilian representative submitted to the Council, then in session at Geneva, a report recommending that the question of the interpretation of Article 4 of the Polish Treaty of Minorities should be submitted to a Committee of Jurists. The Council approved

nomma le Comité, qui fut composé de MM. Botella (Espagne), Fromageot (France), Sir Cecil Hurst (Grande-Bretagne) et van Hamel (Secrétariat de la Société des Nations). Par sa Résolution du 30 septembre, le Conseil décida d'inviter le représentant du Gouvernement polonais à porter à la connaissance de son Gouvernement dans le plus bref délai le rapport présenté par ce Comité. Ce Gouvernement informa le Président du Conseil de la Société des Nations qu'il ne saurait se rallier à l'interprétation de l'article 4 du traité polonais des minorités, adoptée dans le rapport, et ajouta que, suivant son avis ledit article n'est pas de ceux qui sont placés sous la garantie de la Société des Nations.

Lorsque, le 3 février 1923, le Conseil décida de soumettre à la Cour pour avis consultatif la question relative aux colons allemands, il déclara, en même temps, qu'étant donné que l'interprétation de l'article 4 du traité polonais de minorités faisait alors l'objet de négociations entre les délégations allemande et polonaise à Dresde, il y aurait peut-être lieu, pour raisons pratiques, de ne pas soumettre cette question à la Cour pour le moment mais d'attendre le résultat des négociations en cours, étant entendu toutefois que la Société des Nations se réservait la plénitude de ses droits conformément au traité de minorités.

En l'absence d'informations au sujet du progrès des négociations de Dresde, le représentant du Brésil au Conseil, le 21 avril, invita le Secrétaire général à demander au Gouvernement de Pologne de bien vouloir fournir toutes informations utiles en la matière pour que le Conseil puisse examiner à nouveau la question. Le Secrétaire général ayant donné suite à cette invitation, le délégué polonais à la Société des Nations l'avisa, le 26 juin, qu'au cours des pourparlers de Dresde, les bases d'un accord relatif à l'interprétation de l'article 4 avaient été jetées et que ledit accord était soumis à l'étude des deux Gouvernements. En conséquence, le Gouvernement polonais pria le Conseil de bien vouloir ne pas faire figurer la question de l'interprétation de l'article 4 du traité de minorités à son ordre du jour.

this suggestion and appointed the Committee, which was composed of MM. Botella (Spain), Fromageot (France), Sir Cecil Hurst (Great Britain), and van Hamel (Secretariat of the League of Nations). In a Resolution dated September 30th, the Council decided to request the representative of the Polish Government to bring the report submitted by this Committee to the notice of his Government at the earliest possible moment. The Polish Government informed the President of the Council of the League of Nations that it could not accept the interpretation of Article 4 of the Polish Treaty of Minorities adopted in the report and added that in its opinion the said Article was not amongst those placed under the guarantee of the League of Nations.

When, on February 3rd, 1923, the Council decided to submit to the Court for an advisory opinion the question regarding the German colonists, it stated at the same time that since the interpretation of Article 4 of the Polish Treaty of Minorities was at that moment the subject of negotiations between German and Polish Delegations at Dresden, it would perhaps be better for practical reasons not to submit that question to the Court for the time being, and to await the result of the negotiations then proceeding, it being understood, however, that the League of Nations reserved all the rights which it possessed under the Treaty of Minorities.

In the absence of information in regard to the progress of negotiations at Dresden, the Brazilian Representative on the Council, on April 21st, instructed the Secretary-General to ask the Polish Government to furnish all information likely to throw light on the matter, in order that the Council might once more consider the question. The Secretary-General having complied with these instructions, the Polish Delegate to the League of Nations informed him, on June 26th, that in the course of the negotiations at Dresden the foundations of an agreement regarding the interpretation of Article 4 had been laid, and that the agreement in question was under consideration by the two Governments. The Polish Government therefore requested the Council to refrain from including the question of the interpretation of Article 4 of the Minorities Treaty upon its Agenda.

Néanmoins, ladite question ayant été inscrite à l'ordre du jour pour la vingt-cinquième session du Conseil et le consul allemand à Genève ayant informé, le 6 juillet, le Secrétaire général que le Gouvernement allemand ne prévoyait pas la possibilité de sa solution rapide par voie de négociations directes, le Conseil décida de soumettre à la Cour pour avis consultatif les deux questions suivantes :

1) La Société des Nations est-elle compétente pour traiter la question de l'article 4 du traité du 28 juin 1919 entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne ?

2) Si la Société des Nations est compétente, quelle est l'interprétation exacte de cet article ?

Sur l'invitation du Conseil, son Président accepta d'arrêter le texte définitif de la requête adressée à la Cour. C'est ce texte qui se trouve reproduit au début du présent avis. La rédaction nouvelle donnée à la deuxième question attire l'attention de la Cour sur la difficulté soulevée par les mots « nés de parents y étant domiciliés » dans l'article 4.

I.

La première question à résoudre est celle de savoir si l'affaire dont traite la requête est de la compétence de la Société des Nations.

La Pologne, en contestant la compétence de la Société pour s'occuper de la question concernant l'interprétation de l'article 4 du traité polonais de minorités par rapport à certaines personnes, anciens ressortissants allemands et concernant l'application par la Pologne dudit article à ces personnes, allègue que la garantie de la Société des Nations, établie par le traité, ne s'étend pas aux dispositions de ses articles 3 à 6.

La thèse polonaise à ce sujet est la suivante : l'article 12 du traité de minorités débute ainsi :

Nevertheless, as the question had been included on the Agenda for the 25th Session of the Council, and as the German Consul at Geneva informed the Secretary-General, on July 6th, that the German Government did not foresee the possibility of a speedy settlement of the question by means of direct negotiations, the Council decided to submit to the Court for its advisory opinion the two following questions :

(1) Is the League of Nations competent to deal with the question of Article 4 of the Treaty of June 28th, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Poland ?

(2) If the League of Nations is competent, what is the precise interpretation of this Article ?

At the request of the Council, the President agreed to draw up the final text of the request to be submitted to the Court. This text is that which is reproduced at the commencement of the present opinion. The new wording of the second question concentrates the Court's attention on the difficulty arising out of the words "born in the said territory of parents habitually resident there" which occur in Article 4.

I.

The first question to be decided is whether the matter dealt with in the request is within the competence of the League of Nations.

In contesting the competence of the League to deal with the question regarding the interpretation of Article 4 of the Polish Treaty of Minorities with respect to certain former German subjects, and regarding the manner in which this Article has been applied by Poland to these persons, Poland contends that the guarantee of the League of Nations established by the Treaty does not extend to the provisions of Articles 3 to 6.

Poland's contention in this respect is as follows. Article 12 of the Minorities Treaty begins :

« La Pologne agrée que, dans la mesure où les stipulations des articles précédents affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, ces stipulations constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la Société des Nations. Elles ne pourront être modifiées sans l'assentiment de la majorité du Conseil de la Société des Nations. »

La garantie de la Société des Nations ne s'étend donc aux articles précédents du traité que dans la mesure où les dispositions de ces articles affectent des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue. Or, la Pologne conteste que les personnes visées à l'article 4 appartiennent en fait à une minorité dans le sens du traité. Le premier alinéa de l'article 4 est ainsi libellé :

« La Pologne reconnaît comme ressortissants polonais, de plein droit et sans aucune formalité, les personnes de nationalité allemande, autrichienne, hongroise ou russe qui sont nées sur ledit territoire de parents y étant domiciliés, encore qu'à la date de la mise en vigueur du présent traité elles n'y soient pas elles-mêmes domiciliées. »

Suivant la thèse polonaise, pour faire partie d'une minorité dans le sens du traité, il faut être ressortissants polonais. Or, les personnes visées au texte ci-dessus — en l'espèce des personnes de race allemande — ne sauraient être considérées comme des ressortissants polonais, alors qu'il s'agit précisément de savoir si, d'après ledit article, elles ont ou non cette qualité. Elles ne sauraient être considérées tout au plus que comme des candidates à la qualité de membre d'une minorité, de sorte que la compétence de la Société des Nations, telle qu'elle est définie à l'article 12 du traité, ne s'étend pas à ces personnes.

La première question qui se pose est donc celle de savoir ce qu'il faut entendre par une minorité — et en l'espèce, une minorité allemande — au sens du traité polonais de minorités. Pour répondre à cette question, il convient de rappeler dans

"Poland agrees that the stipulations in the foregoing Articles, so far as they affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, constitute obligations of international concern and shall be placed under the guarantee of the League of Nations. They shall not be modified without the assent of a majority of the Council of the League of Nations."

The guarantee of the League of Nations therefore only extends to the preceding Articles of the Treaty in so far as the stipulations of these Articles affect persons belonging to racial, religious or linguistic minorities, and Poland does not admit that the persons contemplated in Article 4 do in fact belong to a minority within the meaning of the Treaty. The first paragraph of Article 4 runs as follows :

"Poland admits and declares to be Polish nationals *ipso facto* and without the requirement of any formality persons of German, Austrian, Hungarian or Russian nationality who were born in the said territory or parents habitually resident there, even if at the date of the coming into force of the present treaty they are not themselves habitually resident there."

According to Poland's contentions, a person must be a Polish national in order to belong to a minority within the meaning of the Treaty. But the persons referred to in the paragraph quoted above — in this case persons of German origin — cannot be considered as Polish nationals, since the question to be decided is whether, under the terms of this Article, they do or do not possess this status. At the most they can only be considered as candidates for membership of a minority ; it follows therefore that the competence of the League of Nations as defined in Article 12 of the Treaty does not extend to these persons.

The first question which arises therefore is what must be understood by a minority — in the present case a German minority — within the meaning of the Polish Minorities Treaty. In order to reply to this question it is necessary to

quelles conditions le traité de minorités fut conclu et quels sont les rapports entre ce traité et le Traité de Paix signé le même jour.

C'est par ledit Traité de Paix que l'indépendance du nouvel Etat polonais fut définitivement reconnue. En même temps, la Pologne a assumé certains engagements envers les Principales Puissances alliées et associées, co-signataires des traités de paix et de minorités. C'est ainsi que par l'article 93 du Traité de Paix :

« La Pologne accepte, en en agréant l'insertion dans un Traité avec les Principales Puissances alliées et associées, les dispositions que ces Puissances jugeront nécessaires pour protéger en Pologne les intérêts des habitants qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion. »

C'est ainsi encore que, dans le préambule au traité de minorités, la Pologne déclare

« désirer conformer ses institutions aux principes de liberté et de justice et en donner une sûre garantie à tous les habitants des territoires sur lesquels elle a assumé la souveraineté. »

Il est à remarquer que ces deux dispositions qui servent de point de départ aux stipulations formulées dans le traité de minorités ne parlent pas d'une manière restrictive des ressortissants de la Pologne, c'est-à-dire des personnes qui, en tant que ressortissants polonais, forment des minorités par rapport à l'ensemble des nationaux du pays; elles élargissent considérablement les conceptions de minorité et de population en parlant, d'une part, des *habitants* des territoires sur lesquels la Pologne a assumé la souveraineté, et, d'autre part, des *habitants* qui diffèrent de la majorité de la population par la race, la langue ou la religion. L'expression « population » semble ainsi se référer à tous les habitants d'origine polonaise des territoires rattachés à la Pologne; d'autre part, le terme « minorité » semble viser les habitants qui diffèrent de cette population par la race, la langue ou la religion, c'est-à-dire, entre autres, les habitants d'origine non-polonaise de ces territoires,

bear in mind the conditions under which the Minorities Treaty was concluded and the relations existing between that Treaty and the Treaty of Peace which was signed on the same day.

The independence of the new State of Poland was finally recognized by the Treaty of Peace. At the same time Poland assumed certain obligations towards the Principal Allied and Associated Powers who were co-signatories with her of the Treaties of Peace and Minorities. According to Article 93 of the Treaty of Peace :

“Poland accepts and agrees to embody in a Treaty with the Principal Allied and Associated Powers such provisions as may be deemed necessary by the said Powers to protect the interests of inhabitants of Poland who differ from the majority of the population in race, language or religion.”

Again, in the Preamble of the Minorities Treaty Poland declares that she desires :

“to conform her institutions to the principles of liberty and justice, and to give a sure guarantee to the inhabitants of the territory over which she has assumed sovereignty.”

It is to be observed that these two clauses which serve as a basis for the provisions embodied in the Minorities Treaty do not speak restrictively of Polish nationals, that is to say of persons who in their capacity as Polish nationals constitute minorities within the whole body of nationals of the country ; these clauses considerably extend the conceptions of minority and population, since they allude on the one hand to the *inhabitants* of the territory over which Poland has assumed sovereignty and on the other hand to *inhabitants* who differ from the majority of the population in race, language or religion. The expression “population” seems thus to include all inhabitants of Polish origin in the territory incorporated in Poland. Again, the term “minority” seems to include inhabitants who differ from the population in race, language or religion, that is to say, amongst others, inhabitants of this territory of non-Polish origin, whether

qu'ils soient ou non ressortissants polonais. Cette conclusion se trouve confirmée par les termes de l'article 2 du traité de minorités par lesquels le Gouvernement polonais s'engage à accorder à tous les habitants pleine et entière protection de leur vie, de leur liberté, sans distinction de naissance, de *nationalité*, de langage, de race ou de religion, et déclare que tous les habitants de la Pologne jouiront de certains droits qui s'y trouvent énumérés.

Le texte de l'article 12, qui fixe l'étendue de la compétence de la Société des Nations, correspond entièrement à la conception plus large de la minorité résultant des articles susindiqués, lorsqu'il parle de « personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue » sans s'attacher à l'allégeance politique de ces personnes.

D'ailleurs, les traités dits de minorités en général, et notamment le traité polonais, ont été conclus avec des Etats nouveaux ou qui, à la suite de la guerre, ont vu leur territoire considérablement agrandi, et dont, en conséquence, la population n'était pas nettement fixée au point de vue de l'allégeance politique. Un des premiers problèmes qui se posaient en vue d'assurer la protection des minorités était d'empêcher que ces Etats, pour des considérations de race, de religion ou de langue, ne refusassent leur nationalité à certaines catégories de personnes malgré le lien effectif qui les rattache au territoire attribué à l'un ou à l'autre desdits Etats. Ce n'est évidemment pas par hasard que les traités pour la protection des minorités contiennent des dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité. D'autre part, le fait que ces dispositions ne font quelquefois que répéter, en tout ou en partie, des principes adoptés dans les traités de paix, semble devoir s'expliquer par le propos d'étendre à ces principes la garantie de la Société des Nations, quels que soient les points de différence et de ressemblance entre ces divers traités.

Ainsi la Pologne, à l'heure de sa reconnaissance définitive comme Etat indépendant et de la délimitation de ses frontières, a signé des clauses qui établissent un droit à la nationalité polonaise, et ces clauses, pour autant qu'elles sont insérées dans

they are Polish nationals or not. This conclusion is confirmed by the terms of Article 2 of the Minorities Treaty, according to which the Polish Government undertakes to assure full and complete protection of life and liberty to all inhabitants without distinction of birth, *nationality*, language, race or religion, and declares that all inhabitants of Poland shall enjoy certain rights which are therein enumerated.

The terms of Article 12, which fixes the extent of the competence of the League of Nations, are in entire accordance with the wider conception of a minority derived from the Articles above-mentioned, since it speaks of "persons belonging to racial, religious or linguistic minorities", without attaching any importance to the political allegiance of these persons.

Moreover, the Minorities Treaties in general, and the Polish Treaty in particular, have been concluded with new States, or with States which, as a result of the war, have had their territories considerably enlarged, and whose population was not therefore clearly defined from the standpoint of political allegiance. One of the first problems which presented itself in connection with the protection of the minorities was that of preventing these States from refusing their nationality, on racial, religious or linguistic grounds, to certain categories of persons, in spite of the link which effectively attached them to the territory allocated to one or other of these States. It is clearly not a purely fortuitous circumstance that the Treaties for the protection of minorities contain provisions relating to the acquisition of nationality. Again, the fact that in some cases these provisions merely repeat, either in their entirety or in part, principles laid down in the Peace Treaties, would appear to be explained by the intention to extend to these principles the guarantee of the League of Nations, no matter what points of difference or resemblance there may be between these treaties.

Poland therefore, at the moment of her final recognition as an independent State and of the delimitation of her frontiers, signed provisions which establish a right to Polish nationality, and these provisions, in so far as they are inserted

le traité de minorités, sont reconnues par la Pologne comme lois fondamentales contre lesquelles aucune loi, aucun règlement, ni aucune action officielle ne pourront prévaloir (article premier du traité de minorités). Si, d'une manière générale, il est vrai qu'un Etat souverain ait le droit de déterminer quelles personnes seront considérées comme ses ressortissants, il n'est pas moins vrai que ce principe n'est applicable que sous réserve des engagements conventionnels visés ci-dessus.

L'observation par la Pologne des dispositions concernant l'acquisition de sa nationalité qu'elle a acceptées en signant le Traité de Paix constitue un intérêt primordial pour les personnes d'origine non-polonaise qui pourront se prévaloir des dispositions en question pour devenir ressortissants polonais.

Etant donné l'importance de cet intérêt, les Principales Puissances alliées et associées ont désiré créer en sa faveur une garantie sûre ; dans cet ordre d'idées, elles ont inséré des clauses le concernant dans le traité de minorités, marquant ainsi l'intention de le faire bénéficier de la protection accordée par l'article 12. Le fait même de l'inclusion des articles 3 à 6 dans le traité de minorités semble ainsi indiquer que, dans la mesure où ces articles créent pour des personnes de nationalité allemande un droit à la nationalité polonaise, ce droit se trouve placé sous la garantie de la Société des Nations, institution toute désignée pour assumer la protection des personnes de race allemande visées au traité de minorités dont l'Allemagne n'était pas co-signataire.

Il paraît donc clair que, puisque le traité de minorités en général, et notamment son article 4, ne vise pas exclusivement des minoritaires ressortissants polonais, ni des minoritaires habitant le territoire polonais, la Pologne, en agréant, aux termes de l'article 12 du traité, que les articles précédents soient placés sous la garantie de la Société des Nations dans la mesure où ils affectent les personnes appartenant aux minorités de race ou de langue, agréé l'extension de cette protection aussi à l'application des articles 3 à 6.

Et s'il en était autrement, la valeur et le champ d'application du traité seraient singulièrement diminués. Or, déjà, dans l'avis consultatif qu'elle a émis au sujet des questions

in the Minorities Treaty, are recognized by Poland as fundamental laws with which no law, regulation or official action may conflict or interfere (Article 1 of the Treaty of Minorities). Though, generally speaking, it is true that a sovereign State has the right to decide what persons shall be regarded as its nationals, it is no less true that this principle is applicable only subject to the Treaty obligations referred to above.

The observance by Poland of the provisions regarding the acquisition of Polish nationality, which she accepted in signing the Treaty of Peace, is of supreme importance to persons of non-Polish origin who are entitled to avail themselves of the provisions in question in order to become Polish nationals.

In view of the importance of this matter, the Principal Allied and Associated Powers desired to create a sure guarantee in favour of these persons ; with this object in view they inserted stipulations on the subject in the Minorities Treaty, thus indicating their intention that these persons should benefit by the protection provided for under Article 12. The very fact that Articles 3 to 6 are included in the Minorities Treaty seems thus to show that, in so far as these Articles establish a right on the part of persons of German origin to Polish nationality, this right is placed under the guarantee of the League of Nations, which is specially fitted to undertake the protection of the persons of German origin referred to in the Minorities Treaty, to which Germany was not a signatory.

It seems therefore evident that since the Minorities Treaty in general, and Article 4 in particular, does not exclusively contemplate minorities composed of Polish nationals or of inhabitants of Polish territory, Poland, by consenting, in Article 12 of the Treaty, to the preceding Articles being placed under the guarantee of the League of Nations in so far as they concern persons belonging to racial or linguistic minorities, also consents to the extension of this protection to the application of Articles 3 to 6.

If this were not the case, the value and sphere of application of the Treaty would be greatly diminished. But in the Advisory Opinion given with regard to the questions put

à elle posées relativement aux colons allemands en Pologne, la Cour a exprimé l'opinion qu'une interprétation qui dépouillerait le traité de minorités d'une grande part de sa valeur ne saurait être admise. En l'espèce, elle serait d'autant moins admissible qu'elle se trouverait en contradiction avec les termes mêmes du traité lorsqu'il dispose dans son article 12 que les stipulations précédant cet article et, en conséquence, aussi celles contenues à l'article 4 sont placées sous la garantie de la Société des Nations.

II.

Le Conseil de la Société des Nations a demandé, en second lieu, à la Cour, de lui faire connaître son avis sur le sens qu'il convient d'attribuer à la disposition déjà mentionnée de l'article 4, alinéa premier, du traité de minorités du 28 juin 1919, intervenu entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, spécialement sur les mots « y étant domiciliés ».

Le Gouvernement polonais soutient que, lorsque le traité lui fait une obligation de reconnaître la nationalité polonaise aux personnes de nationalité allemande, autrichienne, hongroise ou russe, nées sur le territoire aujourd'hui polonais, de parents y étant domiciliés, il a été entendu par là que, parmi les individus d'origine allemande nés sur ce territoire, ceux-là seulement peuvent se dire polonais dont les parents y étaient domiciliés aussi bien au jour de la mise en vigueur du traité (10 janvier 1920) qu'au jour de la naissance.

Une telle affirmation est en contradiction avec les termes de la stipulation qu'elle prétend interpréter et elle ne trouve pas d'appui dans les précédents fournis par la pratique internationale.

Dire que la nationalité polonaise est reconnue aux individus *nés* sur les territoires cédés à la Pologne de parents *y étant domiciliés*, c'est manifestement se placer au jour de la naissance de ces individus, c'est établir une étroite corrélation, un synchronisme voulu entre le fait de la naissance et l'existence du domicile des parents. Par contre, ce serait

concerning the German colonists in Poland, the Court has already expressed the view that an interpretation which would deprive the Minorities Treaty of a great part of its value is inadmissible. In the present case it would be still less admissible, since it would be contrary to the actual terms of the Treaty, which lays down in Article 12 that the clauses preceding this Article, including therefore those contained in Article 4, are placed under the guarantee of the League of Nations.

II.

The Council of the League of Nations, in the second place, has requested the Court to give its opinion regarding the construction to be placed upon the above-mentioned stipulation of Article 4, paragraph 1, of the Minorities Treaty of June 28th, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Poland, and in particular upon the words "habitually resident there".

The Polish Government maintains that when the Treaty places it under an obligation to admit and declare to be Polish nationals persons of German, Austrian, Hungarian or Russian nationality, born in the territory which has now become Polish, of parents habitually resident there, the meaning is that, of the individuals of German origin born in this territory, only those can claim Polish nationality whose parents were habitually resident there both on the day of the coming into force of the Treaty (January 10th, 1920) and on the day of the birth of the individual.

Such an assertion is in contradiction with the terms of the provision which it claims to interpret and is not supported by the precedents supplied by international practice.

When saying that persons *born* in the territories ceded to Poland of parents *habitually resident there* are admitted to Polish nationality, the Treaty clearly takes the date of birth of those persons as a basis and establishes a close relationship, an intentional synchronisation between their birth and the habitual residence of their parents. On the other hand, to

ajouter au texte et le dépasser que d'exiger en outre le maintien ou le rétablissement de ce domicile à l'époque de l'entrée en vigueur du traité ; les individus dont les parents auraient eu alors, mais alors seulement, leur domicile dans la nouvelle Pologne, ne seraient pas nés de personnes y ayant leur domicile et l'on n'a jamais songé à les faire tomber sous l'application de l'article 4. Pourquoi le fait que les parents avaient eu antérieurement leur domicile sur le territoire cédé changerait-il le sens naturel des mots ?

Ayant à faire son choix entre les deux systèmes qui, sous des formes et avec des combinaisons diverses, ont toujours été suivis, lorsqu'il s'agit de déterminer l'influence qu'un remaniement territorial peut exercer sur la nationalité des habitants du territoire annexé ou cédé, le traité s'est prononcé à la fois pour le système du *domicile* et pour celui de *l'origine* ; il a combiné ces deux systèmes.

Par son article 3, venant se joindre à l'article 91 du Traité de Paix de Versailles, il déclare, d'une part, Polonais, sous réserve d'un droit d'option individuel, tous les ressortissants allemands domiciliés dans les territoires incorporés à la Pologne.

Par l'article 4, il reconnaît d'autre part la même nationalité à ceux qui sont nés sur lesdits territoires, c'est-à-dire aux originaires, pourvu qu'ils soient nés de parents y étant domiciliés et qu'ils ne renoncent pas, dans le délai de deux ans, à la nationalité qui leur est acquise. En formulant la condition relative au domicile des parents, les rédacteurs du traité ont voulu réduire autant que possible la part du hasard. Ce ne sera pas une naissance fortuite, survenue au cours d'un déplacement ou d'une villégiature, que celle qui se sera produite dans une famille ayant sur le territoire l'établissement régulier et permanent que suppose le domicile. Un tel établissement de ses parents crée entre l'enfant et son pays natal un lien moral qui justifie pour lui l'attribution de la nationalité de ce pays ; il renforce le lien matériel déjà créé par le fait de la naissance et il complète ce lien.

require furthermore the continuance or the reestablishment of this habitual residence at the time of the coming into force of the Treaty would amount to an addition to the text and would go beyond its terms. Persons whose parents were then, but then only, habitually resident in the new Poland would not have been born of persons habitually resident there, and there was never any intention of making Article 4 applicable to them. Why should the fact that the parents had been habitually resident at a previous period change the natural meaning of the words? Since the choice lay between the two systems which in various forms and combinations have always been adopted when it has been necessary to determine the effect of a territorial adjustment upon the nationality of the inhabitants of the territories annexed or ceded, the Treaty adopted both the principle of *habitual residence* and the principle of *origin*; it has combined these two systems.

In Article 3, which supplements Article 91 of the Peace Treaty of Versailles, it declares in the first place to be Polish nationals, subject to a right of individual option, all German nationals habitually resident in the territories incorporated in Poland.

In the second place, under Article 4, it grants the same nationality to persons born in the above-mentioned territories, that is to say, originating from these territories, provided they are born of parents habitually resident there, and that they do not renounce, within a period of two years, the nationality which they have acquired. In laying down the condition with regard to the residence of the parents the authors of the Treaty desired to reduce as far as possible the element of chance. A birth occurring in a family established in the territory, on the regular and permanent footing presupposed by habitual residence, would not be an accidental circumstance taking place during a temporary sojourn or visit. The establishment of his parents in the territory on this basis creates between the child and his place of birth a moral link which justifies the grant to him of the nationality of this country; it strengthens and supplements the material bond already created by the fact of his birth.

Exiger de plus que les parents aient acquis ou conservé leur domicile dans les régions cédées à l'époque où le traité de minorités est entré en vigueur, c'est formuler une condition inutile qui ne se rencontre pas dans les traités d'annexion conclus jusqu'à ce jour. Le domicile des parents, au jour de l'entrée en vigueur du traité, ne concerne en rien et n'intéresse en rien les individus dont il s'agit de déterminer la nationalité. Beaucoup de ces individus sont sans doute arrivés à l'âge d'homme ; quelques-uns sont peut-être déjà aux limites de la vie humaine ; dans tous les cas, la plupart se sont créés une existence indépendante et un foyer distinct. A quoi servirait-il, dès lors, de rechercher si des parents, dont ils ont quitté la demeure et dont ils ne partagent plus la destinée, étaient ou non domiciliés dans les territoires réunis à la Pologne au jour ultérieur de cette réunion ? La recherche ainsi prescrite serait tout arbitraire ; elle ne pourrait avoir de raison d'être que si le domicile des parents sur les territoires envisagés impliquait ou était de nature à faire présumer le domicile des enfants eux-mêmes, et, comme conséquence de ce domicile, un attachement plus étroit, plus fort et plus durable à la Pologne devenue leur patrie. Mais c'est précisément une pareille présomption que l'article 4, alinéa premier, lui-même, a pris soin d'écarter en termes formels, lorsqu'il déclare qu'il n'est pas nécessaire qu'à la date de la mise en vigueur du traité, les individus dont il s'occupe soient eux-mêmes domiciliés sur les territoires rattachés à la Pologne. Cette solution, adoptée par le traité, paraît être justifiée aussi par égard aux nombreuses personnes, qui par suite des événements de la guerre, ont dû abandonner leur domicile dans le territoire actuel de la Pologne.

Et puis, quelle sera la situation de ceux dont les parents sont décédés antérieurement au 10 janvier 1920, ou ont transféré leur domicile à l'étranger dans l'intervalle qui sépare cette date de celle de la naissance ? Ce décès ou ce transfert, dont les enfants ne sont à aucun degré responsables, les empêchera-t-il de se prévaloir de l'article 4 s'ils y trouvent intérêt ? L'affirmative paraît seule conciliable avec la thèse qui fait

To require in addition that the parents should have renewed or preserved their habitual residence in the ceded territories at the time when the Treaty of Minorities came into force would be to lay down a useless condition not to be found in any Treaty of annexation hitherto concluded. The habitual residence of parents at the time of the coming into force of the Treaty does not in any way concern or affect the individuals whose nationality has to be determined. Many of these individuals have doubtless reached the age of manhood ; some perhaps have already reached old age ; at all events, most of them have attained an independent existence and a home of their own. What in these circumstances would be the use of ascertaining whether their parents, whose house they have left and whose destinies they no longer share, were or were not habitually resident in the territories incorporated in Poland on a day following this incorporation ? The inquiry thus prescribed would be entirely arbitrary ; and there could be no reason for it unless the habitual residence of the parents in the territories in question implied or was calculated to create a presumption that the children themselves were habitually resident there and that in consequence of this residence there was a closer, more enduring and more powerful link with Poland, which had become their fatherland. But the first paragraph of Article 4 itself is careful explicitly to dispel a presumption of this kind, when it declares that it is not necessary for the persons with whom it deals to be themselves habitually resident in the territories incorporated in Poland at the date of the coming into force of the Treaty. The solution thus adopted by the Treaty appears further to be justified, having regard to the great number of persons who were forced by the war to abandon their homes in the present Polish territories.

Furthermore, what is the position of those whose parents died before January 10th, 1920, or transferred their residence abroad in the interval between that date and the date of birth ? Would such death or change of residence, for which the children are in no way responsible, prevent them from availing themselves of the provisions of Article 4, should they think fit to do so ? According to the theory that the habitual residence of

du domicile des parents en Pologne, au jour où le traité est entré en vigueur, une condition nécessaire et rigoureuse. Elle suffirait à condamner cette thèse.

Est-il nécessaire enfin de remarquer que l'adoption du point de vue polonais ne rendrait nullement impossible le cumul des nationalités, dont ses défenseurs ont entendu se prévaloir en en dénonçant le danger ? Sans doute elle aurait pour conséquence de rendre ce danger moins fréquent en diminuant le nombre des personnes devenues polonaises en vertu de l'article 4. Mais la source des doubles nationalités ne serait nullement tarie. Seul un accord international entre les puissances intéressées pourrait avoir cet effet désirable.

Le devoir de la Cour est nettement tracé. Placée en présence d'un texte dont la clarté ne laisse rien à désirer, elle est tenue de l'appliquer tel qu'il est, sans qu'elle ait à se demander si d'autres dispositions auraient pu lui être ajoutée ou substituées avec avantage. Le traité de minorités (article 4, alinéa premier) reconnaît la nationalité polonaise de plein droit aux personnes nées sur le territoire du nouvel Etat « de parents y étant domiciliés ». Ces mots se rapportent au domicile qui est celui des parents à l'époque de la naissance de l'enfant, et à cette époque seulement. Il faut et il suffit qu'au jour de la naissance les parents aient eu, sur le territoire devenu plus tard polonais, leur domicile, c'est-à-dire un établissement sérieux, permanent, avec l'intention d'y rester. Imposer à l'acquisition de la nationalité polonaise une condition supplémentaire qui n'est pas écrite dans le traité du 28 juin 1919, ce ne serait plus interpréter ce traité, ce serait le refaire.

the parents in Poland on the day of the coming into force of the Treaty is a necessary and hard and fast condition, this question can only be answered in the affirmative. This is sufficient to condemn such a contention.

Finally, is it necessary to point out that the adoption of the Polish standpoint would by no means render it impossible for one and the same person to possess more than one nationality, a consequence which the exponents of that standpoint have indicated, pointing out the danger involved? It would undoubtedly have the result of diminishing this danger, by reducing the number of persons who become Polish under Article 4. But the possibility of cases of double nationality would by no means be eliminated. Only an international agreement between the interested Powers could produce this desirable result.

The Court's task is clearly defined. Having before it a clause which leaves little to be desired in the nature of clearness, it is bound to apply this clause as it stands, without considering whether other provisions might with advantage have been added to or substituted for it. The Minorities Treaty (Article 4, paragraph 1) admits and declares to be Polish nationals, *ipso facto*, persons who were born in the territory of the new State "of parents habitually resident there". These words refer to residence of the parents at the time of the birth of the child and at this time only. It is necessary, but on the other hand sufficient, that on the date of birth the parents should have been habitually resident, that is to say should have been established in a permanent manner, with the intention of remaining, in the territory which subsequently became incorporated in Poland. To impose an additional condition for the acquisition of Polish nationality, a condition not provided for in the Treaty of June 28th, 1919, would be equivalent; not to interpreting the Treaty, but to reconstructing it.

PAR CES MOTIFS

LA COUR EST D'AVIS

Que la situation des personnes dont il s'agit dans la résolution du Conseil de la Société des Nations en date du 7 juillet 1923, telle qu'elle résulte de l'application par la Pologne de l'article 4 du traité du 28 juin 1919, intervenu entre les Principales Puissances alliées et associées et la Pologne, relève de la compétence de la Société des Nations aux termes dudit traité ;

Que l'article 4 du traité susmentionné se réfère uniquement au domicile des parents au moment de la naissance de l'individu.

Le présent avis ayant été rédigé en français et en anglais, c'est le texte français qui fera foi.

Fait au Palais de la Paix, à la Haye, le quinze septembre mil neuf cent vingt-trois, en deux exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont l'autre sera transmis au Conseil de la Société des Nations

Le Président,
(Signé) LODER.

Le Greffier,
(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

M. le Juge Moore a pris part aux délibérations au sujet du présent avis, mais a dû quitter la Haye avant la rédaction finale. Il a déclaré se rallier aux conclusions de cet avis.

Lord Finlay, tout en se ralliant aux conclusions de la Cour sur les deux questions à elle soumises, désire faire les observations qui suivent sur la question de la compétence de la Société des Nations en l'espèce.

(Paraphé) L.

Å. H.

FOR THESE REASONS

THE COURT IS OF OPINION

That the position of the persons contemplated in the Resolution of the Council of the League of Nations of July 7th, 1923, arising out of the application by Poland of Article 4 of the Treaty of June 28th, 1919, between the Principal Allied and Associated Powers and Poland does fall within the competence of the League of Nations under the terms of the said Treaty ;

That Article 4 of the above-mentioned Treaty does refer only to the habitual residence of the parents at the date of birth of the persons concerned.

Done in English and in French, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this fifteenth day of September, nineteen hundred and twenty-three, in two copies, one of which is to be deposited in the archives of the Court and the other to be forwarded to the Council of the League of Nations.

(Signed) LODER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

Mr. Moore took part in the deliberations of the Court concerning the present Opinion, but had to leave the Hague before its terms were finally settled. He declared that he concurred in the conclusions of this Opinion.

Lord Finlay, while agreeing in the conclusions arrived at in regard to both questions before the Court, desired to add the following observations in regard to the question of the competence of the League of Nations in the present matter.

(Initialled) L.

Å. H.